



HAL
open science

Les Palestiniens de Syrie dans la révolution et le conflit

Valentina Napolitano

► **To cite this version:**

Valentina Napolitano. Les Palestiniens de Syrie dans la révolution et le conflit. Syrie. Le pays brûle. Le livre noir des Assad (1970-2021), Seuil, pp.508-512, 2022, 978-2-02-150233-6. hal-04315406

HAL Id: hal-04315406

<https://hal.science/hal-04315406>

Submitted on 30 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Palestiniens de Syrie dans la révolution et le conflit

Valentina Napolitano, dans Catherine Coquio & al. (dir) Syrie. *Le pays brûle, le livre des Assad (1970-2021)*, p. 508-512.

Parmi les images les plus marquantes du conflit syrien, il y a celle qu'a immortalisée un agent des Nations Unies au sein du camp de Yarmouk en janvier 2014 : une foule de personnes émaciées, entassées au milieu des débris de bâtiments bombardés, attend la distribution de denrées alimentaires¹. Le cliché met à jour le drame humanitaire vécu par les habitants de ce camp palestinien au sud de Damas qui, entre 2013 et 2015, fait l'objet d'un siège impitoyable par l'armée syrienne et les milices palestiniennes pro-régime². Cette image, qui reçoit un important écho médiatique, pose en outre la question de la place que cette composante spécifique de la société syrienne, un demi-million de réfugiés palestiniens³, occupe au sein du soulèvement anti-régime et du conflit violent. Cette contribution analyse les postures et les formes de mobilisation développées par les Palestiniens de Syrie, ainsi que les mutations sociales et politiques induites par le conflit à la lumière d'une histoire de longue date des camps palestiniens avant 2011.

Des espaces de mobilisation contraints

À la veille du soulèvement syrien, les camps palestiniens⁴, et notamment le camp de Yarmouk, qui compte 150000 réfugiés en 2012⁵, est un des rares lieux en Syrie où, malgré la surveillance du régime, il existe un tissu d'organisations politiques et associatives. Il s'agit d'instances établies, dès les années 1960, par les acteurs du Mouvement national palestinien. Celles-ci ont pour but de recruter, de socialiser et fournir des services à la population

¹ L'image a été archivée par l'archive en ligne « Mémoire créative de la révolution syrienne. » Voir la page web : <https://creativememory.org/en/archives/47936/yarmouk-camp-4/>

² Il s'agit principalement de milices, mieux connues en tant que « comités populaires » (*lijân sha'biyye*) formées dès 2011 par le Front Populaire pour la Libération de la Palestine - Commandement général (FPLP-CG) et le Fatah al-Intifada, groupes palestiniens proches du pouvoir syrien.

³ Le nombre de réfugiés palestiniens officiellement enregistrés par le United Nation Work and Relief Agency (UNRWA) est de 525 000 individus, en décembre 2012. Voir : <https://www.unrwa.org/newsroom/emergency-reports/unrwa-syria-crisis-situation-update-issue-23?id=1576>

⁴ Il existe onze camps situés près des principales villes syriennes (Damas, Deraa, Homs, Hama, Alep et Latakiah), dont trois camps (Yarmouk, Ramleh al-Filatsini et Handarat) sont des camps « non-officiels » car ils ont été établis sur initiative des autorités syriennes.

⁵ Voir : <https://www.unrwa.org/newsroom/emergency-reports/unrwa-syria-crisis-situation-update-issue-23?id=1576>

palestinienne descendante des réfugiés arrivés suite à la formation de l'État d'Israël, en 1948⁶. Malgré les épisodes de répression qui se sont abattus sur les camps, notamment en écho à la Guerre du Liban (1975-1990) et aux émeutes qui traversent la Syrie dans les années 1980⁷, les acteurs palestiniens gardent une certaine marge de manœuvre tant que leurs activités demeurent centrées sur la cause palestinienne. Dans les années 2000, on retrouve à Yarmouk l'ensemble du spectre politique palestinien : les mouvements de l'Islam politique comme le Hamas et le Mouvement du Jihad islamique palestinien (MJIP), qui avec les organisations de la gauche, se sont opposés aux accords d'Oslo et jouissent pour cela du soutien de Damas ; les acteurs directement parrainés par le régime, comme le FPLP-Commandement Général d'Ahmad Jibril, la Saïqa et le Fatah al-Intifada ; mais aussi des instances sociales rattachées au Fatah, officiellement interdit en 1983 mais qui maintient sa présence dans le pays du fait de l'action de ses militants. À ces factions s'ajoutent plusieurs dizaines de Comités pour la défense du « droit au retour », des centres de formations pour les jeunes, des clubs de sport, des organisations caritatives, des journaux et plusieurs maisons d'édition. C'est ici que plusieurs générations⁸ de militants palestiniens se sont formés et ont contribué chacun, en fonction du contexte historique spécifique, à faire du camp de Yarmouk une centralité dans vie politique et culturelle des Palestiniens de Syrie. Dans ce contexte et au sein d'une population particulièrement politisée, le soulèvement contre le régime de Bachar al-Assad suscite des formes d'adaptation, de reconversion, ou des ruptures au sein des tissus associatif et politique existants, ainsi que l'émergence de formes de mobilisation et d'organisation inédites.

La neutralité du départ

Les premières réactions des Palestiniens face au soulèvement syrien sont filtrées par la mémoire encore vivace des conflits passés, qui ont vu les Palestiniens impliqués dans d'autres pays arabes d'accueil : les événements de « Septembre noir » en Jordanie (1970), la Guerre du

⁶ À cette époque, entre 85 000 et 100 000 réfugiés palestiniens sont arrivés en Syrie. D'autres vagues migratoires ont eu lieu après suite à la guerre de juin 1967, de « Septembre noir » (1970) en Jordanie, de l'expulsion de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) du Liban en 1982, de la Guerre du Golfe en 1990 et de l'invasion américaine en Irak en 2003.

⁷ Au cours des émeutes guidées par une composante des Frères Musulmans, réprimées dans le sang, le régime mène aussi des vagues d'emprisonnement parmi les membres du Fatah en Syrie et au Liban, accusés de financer et d'armer les opposants syriens.

⁸ Sur les rapports entre générations au sein du camp de Yarmouk, ainsi que sur leurs différentes relations au camp, à la cause palestinienne et à la société syrienne, voir le film « Les Chababs de Yarmouk » d'Axel Salvatori-Sinz, paru dans les salles en 2013.

Liban (1975-1990) et la guerre du Golfe (1990-1991). C'est pour cela que les Palestiniens souhaitent à tout prix empêcher les tentatives du régime de les désigner comme les boucs émissaires de la contestation, et cherchent à garder une posture neutre. Cependant, la proximité des périphéries urbaines où se sont allumées les premières étincelles du soulèvement populaire, explique que les camps ont été très tôt touchés par les attaques perpétrées par l'armée syrienne dans le but de taire le mouvement. C'est le cas, par exemple, des camps de réfugiés situés dans les villes de Deraa, Latakieh et Homs qui, dès le début, ont été gravement endommagés par des tirs d'obus et de roquettes de la part du régime syrien. La proximité des quartiers « révolutionnaires » explique aussi la mobilisation des Palestiniens pour venir en aide aux victimes syriennes touchées par la répression. Le camp de Yarmouk, qui parvient à se maintenir à l'écart des violences, pendant la première année, devient un abri sûr pour des milliers de Syriens fuyant les régions bombardées (la ville de Homs dans un premier temps, puis le proche quartier de Tadamon). Cet afflux engendre une mobilisation massive de la population dans l'organisation de l'accueil et des aides humanitaires. « Les Palestiniens et les Syriens sont un seul peuple ! », « Avis aux déplacés syriens : les maisons des réfugiés palestiniens sont ouvertes pour vous accueillir ! ». Ce sont les principaux messages de solidarité affichés par les Palestiniens sur des pancartes, en échange de l'accueil que les Syriens leur ont réservé en tant que réfugiés.

Mobilisations individuelles et collectives

À ces formes de solidarité s'ajoutent aussi des formes de mobilisation proprement politiques. Elles sont d'abord de type individuel : la participation aux manifestations organisées dans les quartiers voisins du Midan (au nord), de Hajar al-Aswad (au sud), ainsi que dans la vieille ville de Damas et qui visent à maintenir la communauté des réfugiés à l'abri de la répression et des tentatives de stigmatisation du régime syrien. Parmi les raisons évoquées comme moteur de ces mobilisations, le partage des mêmes revendications de dignité et liberté portées par les Syriens, mais aussi le devoir moral et le sentiment d'appartenance vis-à-vis d'un pays au sein duquel la majorité d'entre eux est né et a grandi⁹.

Parallèlement, des manifestations collectives s'organisent aussi au sein du camp de Yarmouk, suite notamment aux commémorations de la *Nakba* et de la *Naksa* qui ont lieu respectivement le 15 mai et le 5 juin 2011. Alors que le régime syrien autorise des

⁹ Entretiens réalisés janvier 2012, à travers Skype avec Hossam, trente-neuf ans, enseignant à l'Université de Damas, et Safa, trente-cinq ans, secrétaire dans une entreprise privée syrienne.

Palestiniens à se rendre dans la zone du Golan, sous occupation israélienne, plus de vingt personnes trouvent la mort sous les tirs de l'armée israélienne. Des funérailles sont organisées à Yarmouk pour accueillir les dépouilles. Elles mobilisent des milliers de personnes. Des slogans de rage contre les factions palestiniennes se conjuguent aux premiers slogans dénonçant l'instrumentalisation des commémorations par le régime Assad, qui souhaitait détourner l'attention de la répression interne et rappeler son rôle dans la stabilité régionale.

Mais le basculement du camp de Yarmouk dans le soulèvement intervient suite au bombardement du quartier de Tadamon, aussi appelé bombardement de la rue *al-Jaoun*, et de la mosquée *Abd al-Kader*, en juillet 2012, qui provoque la mort de 22 Palestiniens¹⁰. Cet épisode donne lieu à une manifestation de masse, qui prend une tournure ouvertement anti-régime. C'est à l'issue de cette manifestation que les Palestiniens sont identifiés par Damas comme une menace, la relative immunité dont ils bénéficiaient jusqu'à ce jour part en fumée.

La rupture est, en outre, consacrée au niveau politique entre le Hamas et le régime syrien. En février 2012, après des mois d'hésitation, Ismail Haniyya, leader du Hamas et Premier ministre de Gaza, déclare son soutien « *en faveur du peuple syrien et de ses aspirations démocratiques.* » Son discours au Caire est suivi de la fermeture du siège du Hamas à Damas et du départ des leaders du mouvement. Cette rupture encourage les partisans du Hamas, populaire dans le camp de Yarmouk, à entreprendre des activités dans le domaine humanitaire, dans lesquelles sont déjà mobilisés tant des militants palestiniens laïques et favorables au soulèvement, que des partisans du MJIP. Les autres factions de la gauche, tel le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), gardent le silence, car faibles et dépendants du régime, comme le sont les partisans du Fatah¹¹. Plusieurs de leurs militants se désengagent pour participer aux manifestations et à la diffusion d'informations.

La militarisation du conflit

Les premiers signes de la militarisation du camp palestinien apparaissent avec la formation de « Comités populaires », milices armées composées principalement par des membres du FPLP-CG et du Fatah al-Intifada, organisations palestiniennes proches du régime

¹⁰ Information rapportée par Khalil, quarante-huit ans, enseignant et ancien militant du Parti communiste palestinien. Entretien effectué en mai 2014.

¹¹ Sur la posture des acteurs palestiniens vis-à-vis du conflit syrien voir : Dot-Puillard Nicolas, « Les Palestiniens déchirés par la crise syrienne », *Orient XXI*, octobre 2013, en ligne : <https://orientxxi.info/magazine/les-palestiniens-dechires-par-la-crise-syrienne,0389>

syrien. Ces milices ont alors pour but de garantir la mise en place d'une répression « intra-palestinienne » au sein du camp, veillant à étouffer la contestation et le soutien à l'opposition. En réaction, de larges pans de la population de Yarmouk plaident pour la mise en place par l'ensemble des factions de l'OLP¹² de forces armées conjointes, chargées de garantir la protection et la neutralité du camp. Ces appels restent lettre morte et Yarmouk se trouve plongé dans le conflit. En septembre 2012, Yarmouk passe sous le contrôle de l'Armée syrienne libre (ASL) et se transforme en champ de bataille. De nouvelles milices armées se forment et recrutent parmi les habitants avec, pour objectif, de se défendre à la fois du régime mais aussi des exactions commises à leur encontre par des groupes de l'opposition armée, notamment le groupe Suqur al-Julan¹³. Parmi ces milices nées dans le camp, le groupe Aknaf beit al-Maqdes mobilise d'anciens militants du Hamas et devient, au fil des mois, l'une des formations les plus influentes.

La « seconde Nakba » et le siège

En décembre 2012, les bombardements de l'aviation syrienne provoquent le déplacement massif des habitants de Yarmouk. Cet épisode est associé, dans l'imaginaire collectif, à l'exode originel de la Nakba en 1948-1949. Une partie des habitants fuit vers les quartiers de la capitale pour se mettre à l'abri (Al-Qudseia et Sahnaya) en faisant des allers-retours dans le camp ; d'autres prennent la route des pays voisins (Liban, Jordanie, Turquie et Égypte) et sont souvent reconduits aux frontières, faute de documents de voyage ou d'autorisations appropriées. Seuls les plus démunis, entre 30 000 et 50 000 personnes, demeurent dans le camp en 2014¹⁴.

Incapable de reprendre le contrôle de Yarmouk et des quartiers du sud de la capitale, le régime décide d'employer le siège comme ultime arme de guerre : en imposant un contrôle strict sur les habitants et les denrées alimentaires, son objectif est d'épuiser les combattants et d'imposer une sanction collective à l'ensemble de la population civile accusée de complicité. Le siège de Yarmouk commence en janvier 2013 : les forces régulières et les milices du FPLP-CG établissent des barrages aux accès du camp et placent des snipers sur les toits des bâtiments les plus élevés. Le siège se durcit en juillet 2013, avec l'interdiction de circulation

¹² Notamment le Front Populaire de Libération de la Palestine et le Front Démocratique de libération de la Palestine.

¹³ Accusé d'avoir commis de nombreux pillages à l'encontre des habitants du camp de Yarmouk, ce groupe armé a ensuite été évincé de l'ASL.

¹⁴ Conversation Skype réalisée avec un habitant du camp en janvier 2014.

des personnes et des denrées alimentaires¹⁵. Un slogan affiché à l'entrée du camp renseigne les habitants sur leur destin : « La faim ou la soumission ! ».

Les effets du siège s'avèrent dramatiques pour Yarmouk qui, contrairement aux quartiers environnants, tel que Yalda, ne dispose pas de terres cultivables. La famine s'installe, elle fait près de 194 victimes¹⁶. C'est dans ce contexte que des initiatives de solidarité et des formes de résilience se mettent en place. Des écoles alternatives, établies dans les souterrains des bâtiments, assurent la scolarisation des enfants restés dans le camp où les écoles de l'URNWA ont fermé, des jardins urbains où sont cultivés fruits et légumes apparaissent sur les toits des maisons¹⁷.

De l'État islamique au contrôle du régime

Au cours de l'année 2013, les changements qui se produisent dans l'ensemble du paysage syrien se répercutent peu à peu sur le camp de Yarmouk. Le Front al-Nusra, groupe armé syrien affilié à al-Qaïda, s'impose alors aux dépens de l'ASL et devient, avec la milice Aknaf bait al-Maqdes, une des principales forces militaires au sein du camp. Quant à l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL), il apparaît d'abord dans la région de Yalda au sud de Yarmouk et cherche, pour la première fois en juillet 2014, à entrer dans le camp. Mais c'est seulement en avril 2015, suite à une série de meurtres visant des Palestiniens engagés dans des organisations civiles, qu'il parvient à pénétrer dans le camp¹⁸.

L'entrée de l'EI dans le camp a également fourni au régime syrien une monnaie d'échange face aux Palestiniens. Pour contrer l'avancée de l'EI, le régime a proposé son aide aux Aknaf bait l-Maqdes par l'intermédiaire du FPLP-CG, dans le but de se réimposer comme la seule alternative possible face à l'avancée de l'EI. Entre 2015 et 2018, le camp est largement vidé de sa population, les quelques milliers d'habitants restés assiégés s'étant installés dans les quartiers du sud, Babilla et Beit Sahem. Il demeure une zone tampon jusqu'en avril 2018 date à laquelle, suite à une campagne massive de bombardements par la

¹⁵ Voir Salim Salamah, "Starving the Palestinian Yarmouk Camp," Carnegie Middle East Center, avril 2014, en ligne : <https://carnegie-mec.org/diwan/55450>

¹⁶ Voir le rapport publié par Amnesty International, *Inside Yarmouk: Life under siege*, avril 2015, en ligne : <https://www.amnesty.org.uk/yarmouk-camp-starvation-siege-syria>

¹⁷ Abdallah al-Khatib fait partie des activistes qui participent à ces actions au cours du siège de Yarmouk.

¹⁸ Pour plus d'informations sur ce sujet et sur les affrontements qui suivent l'entrée de l'EI à Yarmouk, voir : Napolitano Valentina, « Yarmouk une guerre de tous contre tous », *Noria-Research paper*, Mai 2015, en ligne : <https://www.noria-research.com/fr/yarmouk-une-guerre-de-tous-contre-tous/>

Russie, Damas reprend le contrôle de Yarmouk. Les combattants armés avec leurs familles, ainsi que les civils sont alors acheminés vers le nord du pays.

Un retour et une reconstruction incertains

Depuis 2011, le conflit a causé le décès de près de 4000 Palestiniens¹⁹ et contraint près de 280 000 d'entre eux à se déplacer à l'intérieur du pays et 120 000 autres à trouver refuge dans les pays voisins²⁰ (le Liban, la Jordanie, la Turquie, l'Égypte), voir plus loin en Europe et en Amérique du Nord. Alors que le régime syrien a annoncé la fin de la guerre et appelé au retour des réfugiés, les menaces de la conscription dans l'armée et de l'emprisonnement des opposants, demeurent réels et rendent impossible un retour en Syrie. Par ailleurs, les camps palestiniens ont été gravement endommagés et risquent aujourd'hui d'être englobés dans les plans de reconstruction que le régime souhaite mettre en œuvre dans les autres quartiers qui ont été au cœur du soulèvement²¹. Un plan de réorganisation urbain a été approuvé en juin 2020. Il envisage Yarmouk comme un quartier syrien, sans tenir compte de l'histoire et du rôle de cet espace dans la préservation de la question des réfugiés palestiniens. Il conditionne le retour des habitants à la possession d'un titre de propriété, que la majorité des Palestiniens ne possède pas en raison du caractère informel de leurs habitations. Par ailleurs, ce retour concerne seulement un quart de la superficie du camp, correspondant au plan originel des années 1960, alors que les autres zones issues de son expansion urbaine, et qui ont été aussi les plus touchées par les destructions, seront démolies. Des logements mais aussi des centres commerciaux et d'investissement seront établis à leur place. S'ils entrent en vigueur, ces plans risquent d'exproprier une bonne partie des Palestiniens et menacent de disparition ce symbole de la question des réfugiés qu'est le camp de Yarmouk, aussi connu comme « la capitale de la diaspora ».

¹⁹ Il s'agit d'une estimation fournie par le Groupe d'action pour les Palestiniens de Syrie basé à Londres. Voir la page web : <https://www.actionpal.org.uk/en/statistic-and-charts/3/8/map/statistic-tables-and-charts-of-victims-detainees-and-missing-people>

²⁰ Voir les données publiées sur page de l'UNRWA : <https://www.unrwa.org/syria-crisis>

²¹ Sur la reconstruction en Syrie voir : Said Salam, Jihad Yazigi, "The Reconstruction of Syria Socially Just Re-integration and Peace Building or Regime Re-consolidation?", *International policy analysis*, décembre 2018, <http://library.fes.de/pdf-files/iez/14939.pdf>

